

IAA  
2 rue Kerivoal  
29334 Quimper

Quimper, le 19/09/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### LES TRUITES DES MONTS D ARREE

Moulin de la Fontaine Blanche  
29600 Sainte-Sève

Références : -  
Code AIOT : 0052903820

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement LES TRUITES DES MONTS D ARREE implanté Moulin de la Fontaine Blanche 29600 Sainte-Sève. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES TRUITES DES MONTS D ARREE
- Moulin de la Fontaine Blanche 29600 Sainte-Sève
- Code AIOT : 0052903820
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une installation de production de truites Arc-en-Ciel autorisée pour une production annuelle de 50 T.

## Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Gestion des eaux et prévention de leur pollution	Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 4.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Gestion des eaux et prévention de leur pollution	Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 4.5.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement	Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 1.1	Sans objet
2	Conditions générales	Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 2.5	Sans objet
3	Conditions générales	Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance déposé le 10 mai 2021 et compte tenu des constats réalisés, l'exploitant doit proposer une mise à jour un cadre d'autosurveillance tenant compte des conclusions de l'étude d'acceptabilité fournie et des bilans annuels déjà réalisés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Classement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 1.1		
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, description de l'installation classée		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
Rubrique	Activité principale	Régime
2130	Production annuelle de truite Arc-en-Ciel de 50 T	Autorisation
<b>Constats :</b>		
Sans changement. Production annuelle 2023 de 37 T. Production annuelle 2022 de 28 T		

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Conditions générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles et analyses
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le bilan récapitulatif annuel prévu au point 4.5.4 est adressé avant le 31 janvier de l'année suivante à l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b>  Transmission à l'inspection des installations classées du bilan annuel 2023 le 31 janvier 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Conditions générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité au dossier déposé
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification de l'installation, de son mode d'utilisation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable de la situation existante doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déposé un dossier de modification (porter à connaissance) de l'installation le 10 mai 2021.  L'exploitant indique que la mise en production d'un bassin en terre existant sur la pisciculture n'est plus nécessaire du fait de l'arrêt de la production en mode biologique. Cette demande est intégrée dans le dossier de porter à connaissance déposé le 10 mai 2021.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Confirmer que la mise en production du bassin en terre n'est plus sollicitée
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Gestion des eaux et prévention de leur pollution**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prise d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>

La prise d'eau par dérivation, à partir de la Pennelé pour alimenter la pisciculture doit être conçue afin de respecter en permanence le maintien d'un débit minimal égal ou supérieur au 1/3 du débit total du cours d'eau en amont, sans être inférieur au 1/10<sup>e</sup> du module interannuel du cours d'eau dans le lit de ce cours d'eau en aval de l'ouvrage de dérivation (34,7 l/s) ...

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure du débit réservé et dérivé.

Les débits sont relevés au minimum toutes les semaines par l'exploitant et tous les jours en période d'étiage. Les résultats sont consignés et classés dans le dossier prévu à l'article 2.7.

#### Constats :

La pisciculture est alimentée :

- par une prise d'eau, au fil de l'eau, sur la Pennelé, en amont de la pisciculture ;
- par une source captée ;
- par un pompage dans la Pennelé en amont immédiat du point de rejet, en période d'étiage.

Le débit de la pompe est de 35 l/s, le débit prélevé au fil de l'eau fait l'objet d'une mesure manuelle au niveau d'un seuil répartiteur et le débit de la source peut être mesuré par une méthode volumétrique.

Compte tenu des divers approvisionnements en eau de la pisciculture, l'exploitant pourrait estimer le volume prélevé à partir du débit rejeté.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposer une méthode unique et fiable d'évaluation du volume d'eau prélevé pour l'alimentation de la pisciculture.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 5 : Gestion des eaux et prévention de leur pollution

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 4.5.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejet dans les eaux de surface

**Prescription contrôlée :**

Norme de qualité de l'eau au niveau du point de prélèvement

Paramètres	Différentiel amont/aval à 100 m (mg/l)	Différentiel amont/aval à 100 m sur 2 heures* (mg/l)
NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	0.3	0.1
PO <sub>4</sub> <sup>3-</sup>	0.15	0.1
NO <sub>2</sub> <sup>-</sup>	0.03	0.03
MES	12.5	12.5

DBO5	3	3
*concentration sur 2 h = minimum de 2 prélèvements égaux espacés de 2 h.		
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bilan annuel transmis indique des non-conformités sur le différentiel amont/aval :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le 19/05/23 sur le paramètre <math>\text{NO}_2^-</math> ;</li> <li>• le 08/06/23 sur le paramètre <math>\text{NO}_2^-</math> ;</li> <li>• le 12/07/23 sur le paramètre <math>\text{NO}_2</math> ;</li> <li>• le 27/09/23 sur les paramètres <math>\text{NH}_4^+</math> et <math>\text{NO}_2^-</math> ;</li> </ul> <p>En outre le bilan transmis ne comporte pas de résultats d'analyses sur les paramètres MES, DBO5 et <math>\text{PO}_4^{3-}</math></p> <p>L'exploitant indique que le différentiel amont/aval prévu par l'arrêté préfectoral est difficile à respecter. Il précise que le dossier de porter à connaissance déposé le 17 mai 2021 comporte une étude d'acceptabilité qui démontre le respect du bon état chimique du milieu récepteur avec des VLE (Valeurs Limites d'Emissions) plus élevées que celles actuellement en vigueur.</p> <p>Il indique réaliser fréquemment des mesures IBD (Indice Biologique Diatomées) alors que l'arrêté préfectoral ne le prévoit pas.</p>		
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• proposer une mise à jour du dispositif d'autosurveillance des rejets en précisant la fréquence et les paramètres recherchés ;</li> <li>• proposer une évolution des VLE des paramètres physico-chimiques réglementés dans l'arrêté ministériel du 01/04/2008</li> </ul>		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant		
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois		